

Une autre économie dans une autre société

Préliminaires pour faire le point sur une expérience dynamique

*« Il faut sauver le pauvre et le riche.
On doit tuer le riche et le pauvre pour que naisse l'Homme. »*
Leon Felipe

81

Réfractions n° 9

Exposé présenté à la 1^{re} Conférence ibéro-américaine d'économie sociale et solidaire, université de Mar del Plata, Argentine, les 26-29 novembre 1997

Esquisse à main levée

Au début des années 1950, à Montevideo, en Uruguay, plusieurs crises convergentes provoquèrent le surgissement d'expériences et de mouvements sociaux différents à caractère autogestionnaires et autonomes. Parmi eux, la Communauté du Sud était une tentative autogestionnaire d'englober les diverses activités sociales d'un groupe humain, dans une perspective de responsabilité et de projection sur le milieu social.

Autoproclamée « expérience de vie coopérative intégrale », elle a « inventé » au long de ses quarante-cinq années d'existence des ajustements successifs aux circonstances socio-économiques jalonnant l'histoire mondiale et en particulier celles de l'Uruguay et de sa région. Ceci inclut la pénible expérience des dictatures militaires des années 1970, avec la persécution, la prison et l'exil qui les accompagnèrent, le retour à la « démocratie »

des années 1980, et l'impact des politiques néo-libérales avec leurs séquelles d'uniformisation culturelle, de prépondérance d'un individualisme féroce caractéristique des années 1990.

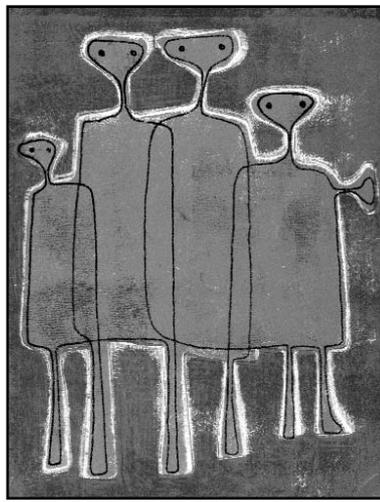
L'écrivain et critique littéraire Angel Rama, dans son ouvrage *la Génération critique* a mis en valeur l'importance et le sens de l'apport de cette expérience de par les multiples dimensions mises en œuvre :

« Plus originale fut la création de coopératives de travail et de production qui acquirent une considérable importance dans le pays : certaines étaient proches ou participèrent activement à cette ouverture culturelle. L'exemple paradigmatique a été la Communauté du Sud, organisme d'inspiration anarchiste qui s'occupait de l'imprimerie, créée en 1955 avec la participation de jeunes artistes liés à l'école des Beaux-Arts, et qui s'est transformée en lieu culturel où ses membres se préparaient et où s'y divulguait aussi la forme de pensée et d'art de ce milieu. »¹

Notes pour un bilan provisoire

La Communauté du Sud, réalisation concrète d'intentions, d'objectifs, de méthodes et de ressources disponibles s'est développée à travers des formes changeantes, au gré des accidents et des circonstances de la société dans laquelle elle était implantée. La répression exercée par la dictature militaire et l'exil consécutif engendrèrent des contextes qui mirent à l'épreuve la consistance et la capacité d'adéquation et de créativité des formes et des techniques choisies. Pour limiter cette présentation, nous transcrivons quelques passages significatifs des innombrables documents internes, dans leurs aspects les plus définitoires, en particulier tous ceux qui font référence à la pratique économique.

1. Angel Rama, *La generación crítica : 1939-1969*, Montevideo, Editorial Arca, 1972.



Dès sa création, dans les idées et dans le temps, la dimension économique quoique fondamentale fut subordonnée à une conception de la vie définie par une structure politique participative et de démocratie directe, par une économie solidaire et coopérative, par une dimension urbanistique écologiste et communautaire, pensées comme les parties d'une matrice sociale qui assurerait des processus de socialisation significatifs aussi bien pour ses membres (enfants, jeunes et adultes) que dans son interaction avec l'environnement social général.

La création d'alternatives, nées au sein d'une société capitaliste, exige un travail de création de sujets nouveaux, ayant une structure de personnalité différente de celle que l'on peut qualifier d'« individualiste petit propriétaire » – le soubassement des formes sociales dominantes. En dernière instance, il est évident que « la subjectivité est l'essence même de l'être humain, qu'elle est la base de la configuration des imaginaires sociaux, de l'institué et qu'elle potentialise les niveaux instituants ». Mais on n'atteindra pas ce niveau d'analyse dans cette approche des formes économiques solidaires et communautaires qui sont déterminantes et à leur tour déterminées par la possible production de subjectivités corollaires.

La critique radicale comme point de départ

Très tôt, dans les années 1950, impulsé par le courant critique et créatif que vivait la société uruguayenne, un groupe de jeunes se demanda *que faire ?* pour concrétiser dans le quotidien une réalisation significative qui préfigurerait « la société désirée ».

De là, la mise en œuvre en trois volets :

– D'une **critique** de la situation donnée, la réalité capitaliste et étatiste, qui détermine une structure de domination politique et une division en classes de l'économie ;

– D'un **projet** alternatif, l'autogestion généralisée, de la création et de la planification à la réalisation de propositions équitables, solidaires et libertaires ;

– Et l'invention de **formes de transitions** appropriées, les instruments du changement à partir du réel mais dans la perspective d'un changement radical.

De nombreuses contributions théoriques convergèrent avec la pratique. Celles de Martin Buber, Gustav Landauer, Cornelius Castoriadis, Pierre Clastres, Albert Camus, Kropotkine, Luce Fabbri, Eduardo Colombo et de beaucoup d'autres.

Au cours de cette expérience, des propositions, des solutions furent confirmées ou corrigées, et des principes furent même redéfinis. Par exemple, certaines des considérations de l'économiste Max Neef qui consolidaient des aspects déjà expérimentés dans une longue pratique autogestionnaire ont été reprises :

« À cette rationalité économique (basée sur la domination et l'exploitation de la nature et des hommes), il importe d'opposer une autre rationalité dont l'axiome ne soit ni l'accumulation aveugle ni l'amélioration des indicateurs économiques conventionnels (PNB) qui parlent peu du bien-être des peuples, ni d'une efficacité séparée de la satisfaction

des besoins humains. Cette autre rationalité se tourne vers l'amélioration de la qualité de vie des populations, elle est attachée au respect de la diversité et renonce à transformer les personnes en instruments d'autres personnes et les pays en instruments d'autres pays. À une logique économique, héritière de la raison instrumentaliste qui imprègne la culture moderne, on doit opposer une éthique du bien-être. Au fétichisme des chiffres, celui du développement humain. À la conduite verticale de l'État et à l'exploitation de certains groupes par d'autres, une gestion par la volonté sociale de ceux qui aspirent à la participation, à l'autonomie et à l'utilisation équitable des ressources disponibles. »²

Un regard cubiste : apprendre à voir et à nommer

Une conception communautaire exige une approche holistique, une vision qui se libère de la perspective de la Renaissance (le capitalisme) avec ses lignes de fuite centrées sur l'individu (égocentrisme), qui soit donc cubiste, multiple et interpolée. D'où une première affirmation fondatrice d'une autre économie, clairement opposée à celle déjà établie : parler de capital humain, de ressources humaines, c'est introduire en fraude dans le langage une évaluation mercantile qui transforme ainsi les êtres humains en marchandises, et ceci résonne désagréablement dans l'univers existentiel d'une volonté de valoriser l'autre comme fin et non comme moyen.

« Mais définir quelque chose – que ce soit une personne, du matériel, une chose ou une technique – comme une ressource, c'est effectuer une opération de la langue qui la convertit en un élément disponible pour être exploité,

2. Max Neef, *Desarrollo a escala humana*, Montevideo, éditions Nordan-Comunidad, 1993.

utilisé en fonction d'intérêts qui lui sont étrangers. Une ressource, c'est toujours quelque chose qui n'a pas de valeur en soi tant qu'elle n'a pas été transformée totalement ou partiellement. Sa valeur intrinsèque est niée ou bien elle s'évanouit à la lumière d'autres intérêts.»³

Avec lucidité Henry Lefèvre signale que dans ce jeu de mots, qui occulte au lieu de nommer, on évite l'analyse de la réalité, en convertissant en « naturel » et acceptable une invention « culturelle », un instrument validé en fonction d'intérêts restés sous-jacents, inconscients et passés sous silence mais actifs.

Il ironise ainsi sur le fait que lorsque les sujets assujettis à l'imaginaire dominant parlent de « comment gagner sa vie », ils font référence en réalité à « comment se vendre ». De même, parler de « travail », c'est en réalité nommer les activités pour lesquelles on perçoit un salaire d'employé. Il est indispensable de s'écarter des valeurs dominantes et d'examiner les technologies instrumentales et, comme le note Habermas, de cibler aussi bien les technologies d'organisation (qui structurent l'univers politique et les formes de domination) que les technologies de communication (qui organisent surtout la base symbolique facilitant la reproduction socioculturelle). Dans cette perspective, l'écueil à éviter est le réductionnisme économique – l'économisme – qui limite la réalité au quantifiable et aux statistiques.

Dans la ré-élaboration d'une pensée économique, les contributions de l'« économie écologique »⁴ et de l'économie solidaire⁵ sont extrêmement précieuses

3. Ruben Prieto, « Ecología de los oprimidos », Montevideo, revista *Tierra Amiga*, n° 3, junio 1992.

4. Joan Martínez Alier, *De la economía ecológica al economismo popular*, Montevideo, éditions Nordan-Comunidad, 1994.

5. Luis Razeto, *Las Empresas alternativas*. Montevideo, éd. Nordan-Comunidad, 2002.

et, dans notre cas, elles ont enrichi une expérience qui alimente à son tour l'échafaudage construit à partir d'un « à-peu-près » scientifique. La considération des variables qui introduisent en économie les mouvements alternatifs excède le cadre de ce petit essai, mais elles traversent la réalité analysée.

La production de l'autogestion

Vers la fin des années 1960, plusieurs expériences communautaires s'étaient développées et, en juin 1969, un premier séminaire intercommunautaire se tenait à Buenos Aires, avec la participation de trois groupes argentins, deux boliviens et deux uruguayens (dont la Communauté du Sud). À cette occasion, les différents exposés proposés abordèrent toute la thématique des projets alternatifs de vie. Ci-après, nous transcrivons le document « Orientation économique » présenté par la Communauté du Sud, dont le discours montre les travers de l'époque et met relativement en relief l'importance des processus productifs. Par la suite, l'expérience et sa conceptualisation ont porté une plus grande attention aux modes de vie – « le monde de la vie » selon Habermas – qu'aux modes de production.

« Nous vivons dans une société totalement hiérarchisée et en continuelle expansion, où l'aliénation croissante des travailleurs par le travail est compensée par l'élévation du niveau de vie et où toute initiative reste confinée aux "organiseurs". La rébellion des exploités est brisée de cette manière par un enfermement à la course au niveau de vie, en cassant toute solidarité, grâce à la hiérarchisation et à la bureaucratisation de toute entreprise collective.

Il semble clair que les "relations réelles de production" – les relations qui s'établissent entre les individus et/ou les

groupes dans les processus de production de biens dont ils ont besoin ou qu'ils mettent à disposition de la société – sont les fondements essentiels de toute société.

Que produire et en quelle quantité produire, nous devons le décider en fonction de ce que nous voulons consommer et jusqu'où. Par contre, il nous faut garder présent à l'esprit que ce que nous consommons a un coût et exige une quantité de travail qui détermine nos existences. Dans cette perspective sociale, aucun divorce entre producteur et consommateur ne peut être admis.

Il paraît évident que les relations sociales (ceux avec lesquels je vis, dans quels moments, de quel temps et de quelle richesse de moyens je dispose) sont déterminées par les relations de travail et de production.

Nous serons formés par et pour certains travaux de production. Si ce travail exclut l'initiative, la responsabilité, le regroupement, la collaboration volontaire et les échanges libres entre les individus, l'épanouissement de ses facultés, et son autonomie, alors l'individu ne se reconnaîtra pas dans le travail social que cette dernière exige de lui.

L'individu ne pourra pas disposer de son temps libre tant qu'il ne sera pas émancipé dans son activité sociale productive : le travail.

Nous devons donc concevoir de nouvelles relations économiques :

- Des formes de propriété collective qui les rendent possibles;

- Des niveaux de décision commune qui nous incitent à choisir un niveau de vie (opposé à celui de la société capitaliste toujours au profit de la domination : une vie qui accumule uniquement des biens de consommation ne conduit pas à une réalisation individuelle et sociale pleine). Nous mourrons sans laisser naître notre potentialité;

- Créer des processus de production qui permettent une participation accrue et la créativité dans l'acte productif;

- Des formes de rétribution qui garantissent le niveau de vie choisi et qui

ne perpétuent pas les différences et l'exploitation imposées par les catégories de la société capitaliste (aucune échelle de salaire, la rétribution doit se faire selon les besoins définis et décidés par chacun et par tous);

- La plus grande satisfaction possible dans le travail;

- Le plus de production et de rendement;

- Le maximum de temps libre.

Dès que les rétributions suffiront à couvrir les besoins fondamentaux, les travailleurs devront s'interroger sur ce qui est le plus important : améliorer les conditions de travail, augmenter les biens de consommation ou le temps pour étudier, s'exprimer ou se distraire (jouer, chanter, peindre, dialoguer avec les enfants ou avec les jeunes dans un milieu social ludique).

Nous devons nous questionner – ensemble et non individuellement – au moyen d'un réel pouvoir collectif sur les conditions d'existence de tous pour obtenir une amélioration qualitative. La situation de l'homme ordinaire n'est pas fondamentalement différente dans les divers systèmes capitalistes "privé, bureaucratique ou militarisé", même quand elle se cache derrière des concepts aussi contradictoires que "socialisme d'État" ou "libération nationale" : les relations réelles de production sont semblables dans tous.

Le but du changement ne peut être seulement l'abolition de la propriété privée – abolition que les monopoles et surtout les bureaucraties réalisent elles-mêmes graduellement, sans provoquer rien de plus qu'un progrès des méthodes d'exploitation – mais essentiellement l'abolition de la distinction fixe et stable entre dirigeants et exécutants dans la production et dans la vie sociale en général.

La question du changement devient celle de la capacité du peuple à diriger la société : passer de la contestation du pouvoir du capital dans la production à celle du pouvoir dans la société entière, et réorganiser la société sur la base d'ins-

titutions que les hommes comprennent et dominant.

Notre projet, qui s'appuie en partie sur des noyaux de vie alternatifs, est un timide effort pour faire de ces idées une réalité; en voulant créer un ensemble d'activités coopératives, solidairement organisées qui permette de les amener à une pratique réelle et concrète.

Sur le plan économique il doit promouvoir :

1. La propriété commune et indivise. Tout apport devient un bien social usufructuaire pour tous ceux qui veulent y participer, et il se soustrait définitivement du système de la propriété privée et de la transmission par héritage.

2. La production et la consommation sont planifiées ensemble et organisées en relation l'une avec l'autre, à travers des mécanismes collectifs de décision.

3. Les rétributions sont fonction des besoins décidés par tous (niveau de vie consciemment choisi).

4. Prendre en compte la maladie, l'invalidité, la vieillesse ou l'enfance, c'est-à-dire les situations de dépendance économique, par la création de caisses de solidarité gérées en coopérative.

5. Promouvoir la formation au plus haut niveau de tous les aspects de la personne en facilitant les études et les travaux (développement intellectuel, manuel et esthétique) par des "bourses", effort économique que le bénéficiaire remboursera en rapportant au projet les fruits de ses savoirs.

6. Tous les membres du projet reverseront comme bien commun les biens qu'ils recevront au titre d'héritage, cadeau ou autre moyen occasionnel.

7. Faciliter le plus possible les initiatives personnelles dans tout ce qui est relatif à l'élévation du niveau culturel et d'information des membres (bibliothèques, voyages, études).

8. Inclure le travail, les études et la formation dans une augmentation progressive de temps suffisante pour

6. *Comunidad del Sur. Una experiencia de vida cooperativa integral*, Montevideo, 1985.



connaître, rechercher et créer directement sur les lieux de travail.

Enfin, reconnaître que dans des conditions matérielles très défavorables, de pénurie, avec un faible niveau technique et un équipement industriel pauvre, l'autogestion ne suffit pas à favoriser une réflexion et une recherche concrètes sur la division optimum technique et sociale du travail, sur la réalité des besoins, leurs priorités et, par conséquent, sur le modèle de consommation et de civilisation.

L'impératif quantitatif continue d'être sensiblement dominant. Dans ces circonstances, nous les responsables de la gestion devons prendre inévitablement à notre charge les nécessités frustrantes de l'accumulation. Pour la réussite de l'autogestion, nous sommes souvent obligés de subordonner, de notre propre initiative, nos besoins aux exigences de la production et de nous contraindre à une autodiscipline qui est imposée de l'extérieur dans d'autres systèmes. En somme, nous devons constater que l'émancipation réelle sera impossible encore longtemps, et assumer cette impossibilité avec toutes ses conséquences. On aspirera donc à une transformation progressive et totale qui exige un militantisme clair pour s'étendre à la société entière.⁶

Une tentative concrète de préfigurer

Ruben Prieto

la société désirée

Observer des aspects économiques est possible uniquement par l'intermédiaire d'indicateurs et de mécanismes d'analyse qui les mettent en évidence, et ceci implique une sorte de quantification ou de mesure. Pour ne pas rester au simple niveau propositionnel et philosophique, l'introduction d'un document descriptif et d'un témoignage critique externe, pris dans des matériaux issus de l'expérience elle-même, peut être bienvenue.

Dans ses mécanismes de fonctionnement la Communauté du Sud a prévu des instances de planification, d'analyse critique des réalisations, d'élaboration et de prise de décisions. La recherche de la plus grande implication possible fait que ces instances revêtent toujours la forme d'assemblées, même si elles sont articulées à de nombreux dispositifs de participation et de délégation. Au début de chaque année, on organise les « Journées de travail » qui rassemblent les contributions antérieures de chaque secteur d'activité et les budgets des différentes commissions et des responsables. Le compte rendu d'une de ces « réunions », qui tentent d'être une alternative aux formes de pouvoir des sociétés stratifiées et bureaucratiques, est un bon document pour connaître la physiologie éventuelle de cette « anticipation d'une forme de société organique ».⁷

Nous avons sélectionné plusieurs documents des « Journées » organisées au début de 1990 au moment du retour d'exil, qui nous a obligé à un repositionnement global et à un réajustement aux conditions post-dictatoriales qui ont marqué profondément la société uruguayenne.

Le point de départ du document intitulé « Analyse des ressources disponibles

pour répondre à nos besoins » se trouve dans la matrice des besoins déjà produite par l'équipe de Max Neef avec la contribution de nombreux scientifiques et activistes latino-américains.⁸ Il existait une sérieuse connaissance de cette construction théorique du fait que quelques membres de la Communauté du Sud avaient participé à certaines étapes de cette étude. On la retrouve dans le manie- ment direct de l'analyse effectuée par le groupe qui a repris la réimplantation du projet communautaire. De ce texte, nous extrayons les paragraphes les plus significatifs qui peuvent nous donner les linéaments de définition de sa manière de concevoir l'économie.

Bases de l'analyse

Les exigences déterminées par le système dominant (nouvelle situation en Uruguay) nous contraignent à un effort très supérieur à celui qui serait théoriquement nécessaire pour garantir notre subsistance, mais en restant dans le cadre de la matrice des besoins généraux.

Nous devons donner la priorité aux besoins de

compréhension et de **participation**, en nous appuyant sur les paramètres satisfaisant la

subsistance et la **protection**, disponibles pour prendre en considération ceux de

l'**identité** et de la **création**, et rendre ainsi possible la prise en compte de l'**affect**, du **loisir** et de la **liberté**.

Conditions sine qua non

7. Murray Bookchin, *Ecología de la libertad*, Montevideo, éditions Nordan-Comunidad (s.d.).

8. Comunidad del Sur, *Informe para Jornadas de Trabajo*, Montevideo, 1990, Fotocopia.

1. Nous partons d'un schéma basique : **affect, loisir, liberté** qui requièrent du « temps libre », des espaces sans tensions et les paramètres synergiques pour résoudre les autres nécessités qui incluent **compréhension, participation, identité et création.**

2. La Communauté nous fournit d'ores et déjà un cadre de **protection** plus ou moins adéquat. On prévoit qu'une fois les dettes éliminées (notre « dette externe »), en établissant une équipe de production, avec des sphères de production diversifiées, on atteindra un équilibre plus favorable pour s'occuper des autres demandes : jeux, études, relations interpersonnelles, santé, communication. Nous estimons que deux années environ seront nécessaires pour obtenir la souplesse indispensable à cette réalisation.

3. Au vu des circonstances, nous proposons pour assurer la **subsistance** – comprise comme la somme du nécessaire pour faire le tour du budget de la Communauté et pour assumer les activités prévues dans le projet global – de l'évaluer à une moyenne de 56 heures hebdomadaires par camarade (c'est-à-dire, à environ 8 heures par jour pour recouvrir la production, les services, l'éducation et le temps de planification/administration. Ceci équivaut à une trentaine d'heures destinées aux tâches productives). À cela, il faudrait ajouter les temps de transport et les temps d'attention évidente aux réalités physiologiques. Nous disposerions donc de quatre à six heures par jour pour se distraire, se former, pour du "temps libre" (schématiquement : huit heures de repos, six heures de "travail" productif, six heures de loisirs/études/délibérations, quatre heures de services domestiques).

Le groupe actuel se compose de treize adultes et de deux jeunes pour

assurer la production et les services. Ils s'occupent des besoins de six enfants et des éventuelles maladies des membres de la Communauté. Sur cette base, nous avons élaboré un plan de production/consommation, un plan/budget réajusté mensuellement.

Objectif

1. Promouvoir une meilleure intégration, en augmentant les moments de dialogue, la participation et la communication. Selon Max Neef, nous devons réussir « le développement de chacun et de tous » réalisable uniquement par la solidarité active et organisée.

Par la suite, les ressources de la Communauté comme groupe de vie commune ont été mises ensemble pour couvrir tous les besoins, répartis dans les rubriques suivantes : alimentation, éducation, santé, vêtements, culture, transports, habitation, nettoyage et entretien, dépenses personnelles, dépenses imprévues.

En partant du choix de ce mode de vie, on a proposé une division du travail qui recouvre à la fois les tâches de services, la production, les projets et les différents budgets établis selon chaque activité de production : la ferme, l'imprimerie, l'édition ; et les recettes des travaux réalisés en dehors de la Communauté.

Et le document que nous examinons ajoute :

« Chacun et tous nous devons réaliser dans ce schéma que nous choisissons les paramètres et les biens qui nous permettent de répondre à tous nos besoins, avec la conscience que cela est possible dans une structure solidaire. »

2. Donner de meilleures conditions de créativité à l'individu comme au groupe et faciliter également un meilleur rayonnement des idées et des activités dans

l'environnement.

Finalement, on trouve dans ce document, rédigé avec les contributions de divers groupes de travail, un bilan et un budget global pour l'année. L'examen et la décision du projet de vie de la Communauté, qui contient projets et propositions (investissements d'argent et de travail) sont de la responsabilité de l'Assemblée générale de tous les participants à cette expérience (hommes, femmes et jeunes, en y incluant tous ceux qui sans être membres de la Communauté participent partiellement à quelques-unes des tâches).

Pour clore cette approche d'une réalisation autogestionnaire et communautaire, il semble judicieux de rapporter les propos d'un économiste qui a eu l'occasion de l'analyser *in situ*. Abraham Guillén, économiste espagnol, à la remarquable conduite pendant la Révolution espagnole de 1936, a vécu en exil en Amérique latine, essentiellement en Uruguay, où il a eu l'occasion de connaître les réalisations de la Communauté du Sud.

Pour le vingtième anniversaire de la Communauté, en août 1975, il a fait part de ses critiques dans une réunion publique à Lima au Pérou, où le groupe communautaire a passé sa première année d'exil :

« Pendant le temps où je vivais à Montevideo – dix ans d'exil –, je les ai connus, j'ai vu comment ils vivaient, travaillaient, et vraiment c'est le seul lieu où la police n'est jamais intervenue pour régler des conflits internes. Elle venait uniquement pour les interrompre dans la réalisation du processus de changement. Mais, à l'intérieur, ils n'en avaient pas besoin, étant eux-mêmes un véritable auto-gouvernement. Qui plus est, comme économiste, je veux faire remarquer que, selon les grands classiques de l'économie l'égalité dans la misère et dans la pénurie est impossible, et ils

disent qu'on pourra supprimer l'État, etc., seulement lorsque viendra la société technologique avancée. La vérité c'est que la productivité augmente toujours plus dans le monde, mais que les ouvriers restent des ouvriers et que de plus en plus d'employés du secteur tertiaire assimilent la plus-value, avec un standard croissant, et que l'égalité n'arrive jamais. Alors que dans la Communauté ils étaient égaux dans la pénurie. Ce qui est paradoxal, c'est qu'ils ont su maintenir cet auto-gouvernement, sans la nécessité d'une police, ce qui indique que les sentiments de l'homme ne sont pas si mauvais, qu'il est prêt pour vivre librement en société, pour autant qu'il y ait une morale, un idéal et une identité volontairement choisis.

[...] La Communauté du Sud a réalisé un socialisme, avec peu de moyens économiques, et c'est l'affirmation qu'on peut le vivre dans la pénurie comme dans l'abondance. Et même si, comme économiste, je ne soutiens pas qu'il faille conjuguer socialisme et pénurie, je peux cependant dire que, malgré ses limites, la Communauté témoigne que le socialisme doit conduire la culture, le bien-être et la réalisation de la personne solidairement dans la société, à des niveaux plus élevés que la société bourgeoise.

Nous avons beaucoup appris dans cette période de grands sacrifices et d'échecs.

Je crois que nous devons réfléchir pour trouver des solutions définitives. Et il semblerait qu'elles ne soient autres que celles du socialisme autogestionnaire.

Parce que l'aliénation de l'ouvrier par le capital, c'est-à-dire celle du salarié dépendant de son salaire, ne sera résolue que par la création d'une société autogestionnaire. Et c'est là que réside l'importance de la Communauté du Sud.

En tant qu'économiste, je veux encore le souligner, la Communauté du Sud est un exemple notable pour notre époque, car elle n'a jamais eu de chômeurs parce qu'ils étaient les producteurs des biens dans les différents

secteurs productifs et des autres services. Dire aux membres de la Communauté que quelqu'un est désœuvré serait ridicule, car il y a toujours du travail dans une société où les moyens de production et les services sont dans les mains de tous. Il y a toujours un service à rendre : garder les enfants, réparer un chemin ou autre chose, et chacun peut également passer à une tâche productive. Ils compensaient l'inévitable division du travail – production ou services – par la rotation des tâches. Selon les besoins, ils allaient des services à l'imprimerie, ou au potager ou bien à la céramique.

Il y avait de la mobilité et pas de spécialisation qui, pour finir, tend à créer des différences salariales et de la dépendance. »⁹

En guide de conclusion

La référence à une « économie écologique », qui a commencé à se développer

9. Abraham Guillén, « Una práctica autogestionaria », Estocolmo, *Revista Comunidad*, n° 2, 1977.

10. Niklas Hildyard, « Ecología de la liberación », Montevideo, revista *Tierra Amiga*, n° 1, 1991.

dans les milieux académiques, a aujourd'hui toute sa validité. On peut en dire autant des contributions parallèles du féminisme. Il faut transcender les limites de l'économie et la comprendre comme un sous-système imbriqué dans l'écologie et le social. C'est pour cela que l'on ne peut plus retarder l'examen de l'interactivité de l'auto-organisation et de l'auto-gestion unifiées et généralisées.

« Parce que, en dernière instance, la crise environnementale (en incluant ses conséquences économiques) ne pourra être résolue qu'au travers de la participation directe et décisive des gens et des communautés locales dans la recherche de solutions à cette crise. »¹⁰

C'est à ce niveau qu'il est possible et indispensable de trouver l'intégrité des êtres humains et leur harmonie avec la nature, et l'harmonie entre l'homme et la femme, par l'unité coopérative et générative du masculin et du féminin, de l'institué et de l'instituant.

« Seules la rencontre et l'embrassade pourront nous sauver de la crise qui nous accable. »

Ruben Prieto

Traduit de l'espagnol par Danièle Haas

À partir d'un « retour sur textes » Ruben Prieto nous propose d'analyser les 45 années de vie de la Communauté du Sud, en Uruguay. De la critique radicale comme point de départ de sa création, puis d'un exil politique en Suède à sa réinstallation se développe un regard cubiste, se réalise une tentative concrète de préfigurer la société désirée. Ce projet autogestionnaire, communautaire libertaire est fortement contraint par un contexte économique et social toujours plus exigeant. Le constat de l'impossibilité d'une réelle émancipation oblige les membres de la Communauté du Sud à en assumer les conséquences.

« Returning to the texts », Ruben Prieto offers us an analysis of the forty-five years of life of the Community of the South in Uruguay. Since its beginnings, which were initiated by a radical critique, its continuation in political exile in Sweden, and its present resettlement, it has developed a cubist viewpoint and attempted to actualise an anticipation of the desired society. This self-managed, communitarian and libertarian project is strongly constrained by an always more demanding economic and social context. The members of the Community of the South acknowledge that a true emancipation is impossible and they are therefore compelled to accept responsibility for the consequences.